Thème 3 – La France sous la Vème République

**Question obligatoire – L’évolution politique de la Vème République**

**Introduction.**

\* Depuis 1945, la France a connu de profondes mutations : développement économique, décolonisation et acteur de la construction européenne. Toutes ces mutations se sont opérées dans le cadre de la Ve République créée en 1958.

**Problématique : En quoi le nouveau régime a-t-il été le facteur d’une évolution de la vie politique française?**

**I. Naissance et fonctionnement de la Vème République.**

**A. La Vème République nait en 1958 dans le contexte de la crise algérienne.**

**\* 13 mai 1958** : Coup de force de colons et d’une partie de l’armée française = putsch des généraux 🡪 le général de Gaulle est appelé au sommet du pouvoir par les putschistes. Il **accepte cet appel à condition de faire rédiger une nouvelle constitution** (il n’a jamais aimé celle de la IVe République)

**Constitution**: texte qui définit la forme d’un régime et détermine les rapports entre les différents pouvoirs qui le constituent.

=> **Référendum** le 28 septembre 1958 => **naissance de la Ve République**.

**Référendum**: consultation directe de la Nation qui répond par oui ou non sur une mesure proposée par le pouvoir exécutif.

\* 1962, de Gaulle propose de réviser la Constitution à propos du mode de d’élection du président de la République = **faire élire le président au suffrage universel direct** = chef de la nation = renforce la légitimité et donc l’autorité du président => **Référendum : octobre 1962** (60% de oui contre 40% de non).

Autre référendum sur **l’autodétermination de l’Algérie** (90% de oui).

=> Renforcement de la présidentialisation du régime = renforcement du poids politique du Président de la République dans les institutions et la vie politique.

**B. Les institutions de la Vème République.**



=> Le système politique français est **parlementaire**, c’est-à-dire que le **Parlement bicaméral** (Sénat et Assemblée nationale) détient des pouvoirs importants comme voter les lois et le budget. Néanmoins, le système politique donne une place importante au **président de la République = « clé de voûte du système »** => On parle de **présidentialisation du régime**: renforcement de poids du président dans les institutions et dans la vie politique.

\* Les institutions de la Vème République **sont critiquées** sur deux plans :

* Le **trop grand pouvoir détenu par le président de la République** est dénoncé par certains (pour Mitterrand la France de Gaulle est une dictature)
* Le **scrutin « majoritaire »** ne permet pas aux petits partis d’être convenablement représentés à l’Assemblée nationale => certains veulent un scrutin à la proportionnelle.

=> Certains veulent réformer les institutions => passer à la VIème République.

=>Pour beaucoup, le **passage du septennat au quinquennat en 2000** devrait suffire pour améliorer le système car il permet de faire coïncider les élections législatives et les présidentielles.

**II. Les évolutions de la Vème République.**

**A. La vie politique à droite de 1958 à 1981.**

**Droite**: historiquement, les partis politiques de droite défendent les valeurs de l’ordre, la nation, la propriété et la liberté (gauche = justice sociale, égalité et fraternité). Cela implique que la droite veut limiter l’intervention de l’Etat dans l’économie alors que la gauche y est plus favorable pour favoriser une meilleure distribution des richesses.

**Parti politique**: groupe de personnes qui partagent les mêmes opinions et qui s’organisent dans le but de gouverner ou d’influencer le pouvoir en mettant en œuvre un programme.

**1. La république gaullienne 1958-1969.**

\* Sur le plan de **politique intérieure** :

* Contexte économique favorable : les **Trente Glorieuses**: période de croissance économique qui s’étend de la Seconde Guerre mondiale 1945 au première choc pétrolier 1973.
* Contexte politique favorable : **majorité gaulliste à l’Assemblée** qui lui permet de mener à bien ses réformes.
* De Gaulle **modernise la France**.
* De Gaulle exerce son pouvoir de façon très **personnelle** et **autoritaire** (certains de ses opposants parlent même de « dictature »). Pour renforcer son pouvoir, de Gaulle doit **renforcer sa légitimité**. Pour cela, il utilise beaucoup le **référendum**: constitution de Vème République, indépendance de l’Algérie… Pour donner encore plus de légitimité au président de la République, il propose en **1962 un référendum sur l’élection du président au suffrage universel direct**.

\* Sur le plan de la **politique étrangère**:

* De Gaulle achène la **décolonisation**: fin de la guerre d’Algérie avec la signature des Accords d’Evian le 18 mars 1962.
* De Gaulle **redonne à la France sa « grandeur »**, c’est-à-dire une place importante sur la scène internationale.
	+ Bombe atomique.
	+ Allié des Etats-Unis, fait partie du bloc occidental, mais un allié critique, indépendant.

\* Président de plus en plus critiqué pour sa **personnalisation du pouvoir** => Elections présidentielle de 1965 : Charles de Gaulle n’obtient pas la majorité dès le premier tour, et n’est élu qu’au second face à Mitterrand.

\* **Mai 1968**: les contestations atteignent leur paroxysme :

* Critiques qui accusent de Gaulle d’exercer un pouvoir personnel = **critique politiques**.
* **Critiques d’une jeunesse** qui ne se reconnaît pas dans le général vieillissant = critiques estudiantines.
* **Critiques sociales** = grève générale pour augmentation des salaires => accords de Grenelle, 27 mai 1968, entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, qui prévoient une forte hausse des salaires.

 => Contestation politique, estudiantine et sociale, de Gaulle est impuissant et laisse son Premier ministre, Georges Pompidou gérer la crise.

Malgré la nette victoire du parti gaulliste aux législatives de juin 1968, le divorce entre les Français et de Gaulle est consommé => non au **référendum** sur la régionalisation et la réforme du Sénat voulues par de Gaulle => **démission le 28 avril 1969**.

**2. De Georges Pompidou à Valéry Giscard d’Estaing.**

\* **Georges Pompidou**, Premier ministre de de Gaulle de 1962 à 1969 succède à de Gaulle = président de la République de **1969 à 1974**.

 Il **poursuit la politique de modernisation économique** mise en place par de Gaulle. Il s’efforce à mener une **politique plus sociale**, en réponse à la crise de mai 1968.

\* Pompidou **meurt en 1974** => élections présidentielles sont remportées par un non gaulliste = **Valéry Giscard d’Estaing (1974-1981)** = **rupture ?**

* Non : même s’il est non gaulliste, il choisit comme Premier ministre un gaulliste : Jacques Chirac = continuité.
* Oui : jeune (48 ans) => Il veut moderniser la fonction présidentielle et accompagner les évolutions de la société = créer **une « société libérale avancée**» => réformes majeures :
	+ Abaissement de la majorité à 18 ans.
	+ Légalisation de l’IVG = loi Veil.
	+ Loi Haby = démocratisation de l’enseignement secondaire = collège unique.

\* VGE doit faire face à la **crise économique mondiale** (chocs pétroliers de 1973 et 1979) => montée du chômage et de l’inflation => nouveau premier ministre Raymond Barre (démission de Chirac en 1976) met en place une politique d’austérité = lutter contre l’inflation.

**B. Le temps des alternances et des cohabitations.**

**1. La gauche au pouvoir sous les deux mandats de François Mitterrand de 1981 à 1995.**

\* Contexte de crise économique (=> Inflation et chômage) + désunion de la droite entre les Gaullistes (Chirac) et les centristes (VGE) en opposition avec l’union de la gauche (PS, PC et radicaux de gauche) => la gauche arrive au pouvoir en 1981, **François Mitterrand est élu le 10 mai 1981** = **1ère fois que la Vème République est confrontée à l’alternance** = changement de majorité politique à la suite d’une élection.

\* Mitterrand dissout l’Assemblée en 1981 => Le parti socialiste obtient la majorité aux **élections législatives de juin 1981** => Mitterrand peut lancer des **réformes = « état de grâce »** promis par F. Mitterrand :

* **Politique : décentralisation** (plus de pouvoirs aux régions) loi de 1982 (Gaston Defferre).
* **Judiciaire :** **abolition de la peine de mort en 1981** (Robert Badinter, ministre de la justice), loi Roudy de 1983 sur l’égalité salariale homme/femme dans l’entreprise.
* **Sociale :** ISF en 1982.
* **Economique :** doit faire face à la crise économique :
	+ **Nationalisations** (Thomson, Suez, Paribas…en 1983, un salarié sur quatre travaille dans le service public)
	+ **1er temps, Politique de relance** en **augmentant le SMIC** et les prestations sociales. **Réduction le temps de travai**l : semaine de 39h, 5ème semaine de congés payés et retraite à 60 ans en 1982.
	+ Rapidement, **dès 1982, Pierre Mauroy**, Premier ministre de 1981 à 1984 (après Laurent Fabius de 1984 à 1986), lance une **politique de rigueur (**=> les communistes quittent le gouvernement en 1983).

\* Mitterrand réalise deux septennats, mais chacun d’eux connaîtront une période de **cohabitation**suite à une défaite de la gauche aux élections législatives.

**Cohabitation** : coexistence à la tête de l’exécutif d’un président de la République et d’un Premier ministre d’orientation politique différente.

* 1986-1988 : cohabitation avec comme Premier ministre Jacques Chirac.
* 1993-1995 : cohabitation avec comme Premier ministre Edouard Balladur.

**2. Les deux mandats de Jacques Chirac, 1995-2007.**

\* Deux mandats réalisés par Jacques Chirac, un septennat (1995-2002) et un quinquennat (2002-2007) => **Réforme sur le quinquennat votée en 2000**.

\* Premier mandat est marqué par le **retour de la cohabitation** suite à la **dissolution de l’Assemblée nationale** par Chirac en 1997 (Réformes : suppression du service militaire, volonté de réformer la Sécurité sociale et les retraites des fonctionnaires => grèves, notamment dans les transports pendant l’hiver 1995 => Pour retrouver la confiance des Français, **Chirac dissout l’Assemblée** nationale dans l’espoir de conserver la majorité) => élections législatives sont remportés par la gauche => **Lionel Jospin**, chef du PS est nommé Premier ministre **(1997-2002)** Jospin met en place un gouvernement de « gauche plurielle » (PS, PC, verts). **Réformes**: **CMU** (couverture maladie universelle, 2000), **PACS** (Pacte civil de solidarité, 1999), **35h** (2000).

**\* Choc de 2002.** Elections de 2002 sur **thème de l’insécurité**:

* Montée de l’abstention (28,4 %).
* Emiettement des voix à cause de la présence de 16 candidats.
* Montée des partis extrêmes : extrême gauche atteint 10 % des voix, extrême droite environ 20 %. **Jean Marie Le Pen parvient au deuxième tour devant Lionel Jospin** => Jacques Chirac emporte les élections avec 82% des suffrages.

\* Le **quinquennat de 2002** est marqué par une crise de confiance grandissante vis-à-vis des dirigeants politiques. Elle se matérialise lors des élections :

* **Régionales de 2004** = défaite importante pour la droite. On parle d’une vague rose : sur les 22 régions en métropole, 20 sont à gauche (exceptions : Alsace et Corse à droite).
* **Emeutes dans les banlieues de 2005** et **manifestations contre le CPE en 2006** (Contrat première embauche) = mettent à mal le gouvernement de de Villepin (2005-2007).

**3. Le mandat de Nicolas Sarkozy, 2007-2012.**

\* Politique d’ouverture dans un premier temps, mettre la diversité de la France en avant : Rama Yade, Rachida Dati => Politique de plus en plus à droite = création d’un ministère de l’immigration, chiffres à réaliser parla police.

\* **Président bling bling** + gouvernement qui enchaîne les **scandales**, d’une **gauche qui se divise** et a du mal à proposer un programme cohérent face à celui de la droite => **montée de l’extrême droite** dans les sondages. Nouvelle figure de **Marine Le Pen**, plus « crédible » que son père.

**4. Le mandat de François Hollande, 2012-2017**

**\* 2012 : élection de François Hollande**, campagne sur l’idée d’un « **président normal**». Son manque d’action sur le plan intérieur lui a été reproché, notamment pour **sortir de la crise**, et l’augmentation des impôt ou des charges = baisse du pouvoir d’achat. En revanche, ses interventions militaires (Mali) et sa politique extérieure ont été plutôt saluées.

**III. La vie politique aujourd’hui.**

**A. Les grandes tendances de la vie politique.**

\* **Présidentialisation du régime** s’accentue : les **médias** et les **sondages d’opinion** ont accentué la personnalisation du pouvoir => Le président est surmédiatisé et son Premier ministre n’est qu’un exécutant (réel sous Sarkozy et Macron).

\* Affirmation des partis extrémistes : résultats au 1er tour des élections présidentielles de 2017

* FN : 21,30% des suffrages exprimés
* France insoumise : 19,58%

**B. Des électeurs de moins en moins mobilisés.**

\* **Abstention** en hausse depuis les années 1980 : défiance des Français vis-à-vis des politiques :

* Corruption : « tous pourris ».
* Ne sont pas capables d’améliorer la situation de chaque français.

=> Dernières élections départementales (mars 2015) : 50% d’abstention.

=> Élections présidentielles de 2017 : plus de 20% à chaque tour.

\* Les électeurs ne s’intéressent plus à la politique car ils estiment que la gauche et la droite sont semblables, mêmes programme et marge de manœuvre minime face à la mondialisation.

**C. Un paysage politique recomposé.**

\* La droite est aujourd’hui dominée par deux partis : la République en Marche (parti fondé en 2016 par Emmanuel Macron) et les Républicains. Le parti des Républicains est en crise depuis la défaite de 2017.

\* La gauche est aujourd’hui dominée par la France insoumise, parti créé par Jean-Luc Mélanchon. Le Parti Socialiste est en crise depuis le faible score aux élections présidentielles de 2017. Le Parti Communiste a presque disparu du paysage politique français.

\* Au centre ? Des difficultés à faire émerger un centre => Modem fait de peu de voix depuis la percée de Bayrou en 2007.

\* Les Ecologistes, parti qui existe depuis les années 1970 a toujours du mal à exister seuls, il n’existe dans le paysage politique français que grâce à son alliance avec le PS. Néanmoins, récente percée lors des dernières élections européennes

\* Affirmation des partis extrêmes : La France insoumise de Mélanchon, le Front national de Marine Le Pen sont désormais des acteurs incontournables des élections, mêmes locales.

**Conclusion.**

\* La Vème République est marquée par la présidentialisation du régime et la bipolarisation du régime politique.

\* Les différentes cohabitations des mandats de Mitterrand et de Chirac ont conduit à réformer la constitution afin de mettre en place le quinquennat et faire ainsi coïncider les élections présidentielles avec les législatives.

\* Aujourd’hui, la vie politique est marquée par un désintérêt des électeurs visible au travers d’une forte abstention et par la montée des partis extrêmes.